

## **A2 : Des milliards pour les autoroutes : à plein régime vers la catastrophe climatique**

*Proposition du comité directeur à l'attention de l'assemblée des délégués de la JS Suisse du 24 juin 2023 à Neuchâtel*

La JS Suisse soutient le référendum prévisible contre l'extension des autoroutes et s'oppose systématiquement à l'extension des autoroutes et des routes nationales.

**Justification :** *Qu'il s'agisse de l'adaptation de la Suisse à la crise climatique ou de la réalisation de l'objectif zéro émissions nettes d'ici 2030, le secteur des transports est central. Près d'un quart des émissions de CO2 de la Suisse proviennent des transports, en particulier du trafic individuel motorisé (TIM). Pour pouvoir réduire les émissions en général et atteindre le zéro net en 2030 en particulier, des changements importants sont donc nécessaires dans le secteur de la mobilité et des transports. Passer à la voiture électrique ne suffit pas. Même la voiture électrique la plus cool reste une voiture et pose donc en grande partie les mêmes problèmes pour la société et l'environnement que toute autre voiture. Même une voiture électrique consomme de précieuses matières premières et n'est pas neutre en termes d'émissions. La voiture, symbole de statut social capitaliste et incarnation d'une société individualiste, s'agrandit d'année en année et occupe de plus en plus de surface publique à des fins privées. En Suisse, près de 85 000 kilomètres de routes sont mis à la disposition de la voiture, ce qui représente plus du double de la circonférence de la Terre. En tout, deux pour cent de la surface totale du pays sont recouverts de routes et plusieurs centaines de kilomètres de routes supplémentaires sont construites chaque année.*

*Pour que nos zones d'habitation restent agréables à vivre, une grande partie de la surface doit être désimperméabilisée et végétalisée. Les routes doivent à nouveau servir aux personnes plutôt qu'aux voitures et être redistribuées aux piétons et aux cyclistes. La voiture comme moyen de transport doit devenir moins attractive et les gens doivent être incités à opter pour des moyens de transport respectueux de l'environnement. Pour cela, il faut d'une part freiner la voiture, qu'elle soit électrique ou à combustion, et d'autre part rendre plus attractifs la marche, le vélo et les transports publics. Un développement des transports publics de personnes et une politique radicale de transfert du trafic de marchandises vers le rail sont indispensables. Cependant, le réseau ferroviaire suisse a déjà atteint ses limites de capacité à de nombreux endroits et le fera à bien d'autres dans un avenir proche. Le développement de l'infrastructure ferroviaire devrait donc être une priorité absolue dans le secteur des transports.*

*Mais la réalité est tout autre : Le néo-conseiller fédéral Albert Rösti souhaite supprimer les fonds destinés aux chemins de fer et aux transports publics et préférer investir jusqu'à 35 milliards dans le développement des autoroutes. Dans un premier temps, il souhaite investir quatre milliards, puis distribuer des dizaines de milliards supplémentaires au cours d'étapes ultérieures. Une chose est claire : cela rendra le réseau autoroutier et par conséquent la voiture plus attractifs, ce qui est un no-go au vu de la crise climatique. En tant qu'ancien président des deux associations de*

*lobbying pour les énergies fossiles "Auto Suisse" et "Swissoil", Röstli ne surprend personne. Mais qu'en tant que chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, il ne veuille même pas parler de la crise climatique est néanmoins une attaque frontale contre notre avenir.*

*Début juin, la commission responsable du Conseil national a approuvé le plan d'extension des autoroutes et l'a même augmenté d'un milliard. Cela doit permettre de financer un projet supplémentaire en Suisse romande et de convaincre la Suisse romande, souvent négligée en termes d'infrastructures, de participer à l'extension. Le vote final et l'adoption du projet par le Parlement sont attendus cette année encore. Les associations de transport ATE et Actif-Trafic ont déjà annoncé qu'elles allaient lancer un référendum.*

*Pour une mobilité collective respectueuse du climat plutôt que des péchés climatiques et territoriaux individualistes !*

Recommandation du Comité directeur : accepter.